
PANORAMA DE L'INFORMATION ET DE LA RECHERCHE JURIDIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT TECHNIQUE FINAL

PAR DANIEL POULIN, ISABILLE MONCION ET IVAN MOKANOV

LE 15 FÉVRIER 2011

Numéro du projet du CRDI	104852-001
Titre du projet du CRDI	Élaboration d'un cadre d'évaluation des incidences de la diffusion libre du droit sur la compétence des avocats
Pays	Burkina Faso, Niger, Sénégal, Togo et Canada
Institution de recherche	Chaire en information juridique - Université de Montréal 3101, chemin de la Tour Montréal (Québec) Canada H3T 1J7
Équipe de recherche au complet	Daniel Poulin – Directeur de la Chaire en information juridique Ivan Mokbanov – Chercheur associé à la Chaire en information juridique Isabelle Moncion – Agente de recherche à la Chaire en information juridique Michael Bassey – Évaluateur principal Bobson Coulibaly – Chercheure pour la région du Burkina Faso et du Niger Djim Djibril Ka – Chercheur pour la région du Sénégal Vincent Liggie – Chercheur pour la région du Togo Arielle Adjanohoun – Collaboratrice en rédaction et édition Mouhamadou Sanni Yaya – Collaborateur en rédaction et édition

Ce rapport est présenté tel qu'il a été reçu des bénéficiaires de la subvention accordée pour le projet. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs ni d'autre formes de révision.

Le présent document est utilisé avec la permission de la Chaire en information juridique, Université de Montréal.

©2011 Chaire en information juridique, Université de Montréal

PROBLÈME DE RECHERCHE

La Chaire en information juridique, anciennement connue sous le nom de LexUM, avec l'appui financier du CRDI, a lancé le programme Réseau d'Information Juridique Africain (RIJA) regroupant des sites d'information juridique au Burkina Faso et au Niger. Les responsables du RIJA souhaitaient également inclure des sites au Sénégal et au Togo. Aujourd'hui, JuriBurkina et JuriNiger offrent un accès ouvert et gratuit à une partie importante de l'information juridique nationale de ces pays.

Les avocats bénéficient d'un avantage particulier quant à la mise en place des centres de diffusion libre du droit. En effet, un accès gratuit et rapide aux données juridiques est un atout de taille dans des environnements où l'information juridique est difficilement accessible et, lorsqu'elle l'est, n'est offerte que principalement (sinon uniquement) en format papier.

C'est dans ce contexte que la Chaire en information juridique s'est intéressée aux incidences de l'accès libre à l'information juridique en ligne sur la compétence des avocats dans les régions où le RIJA a pu s'établir. Ainsi, l'objectif principal de l'étude proposée consistait à développer un cadre d'évaluation afin de mieux comprendre les effets de la diffusion libre et gratuite du droit sur la compétence des avocats. Cette initiative devait aider les différents intéressés à mieux comprendre les enjeux de l'accès à l'information juridique en Afrique et de développer et d'informer les stratégies qui visent à mieux servir les utilisateurs de ces informations qui œuvrent à servir le public et les justiciables.

La réalisation du projet de recherche original devait se faire en deux temps. Lors d'un premier temps, nous devions obtenir des données de base sur les moyens dont les avocats réalisent leurs recherches juridiques dans les quatre pays à l'étude (Burkina Faso, Niger, Sénégal et Togo). Ces données devaient former l'étude de référence. Un an plus tard, nous devions refaire la même enquête afin de comparer les résultats et identifier les changements qui pouvaient être liés à la mise en place des centres d'information juridique.

Malheureusement, RIJA n'a pas pu s'établir au Sénégal et le projet au Togo est toujours en phase embryonnaire. Au Sénégal, si un appui financier a été versé et un partenariat entre l'équipe de la Chaire en information juridique et l'Ordre des Avocats ont été entamés, les activités ont complètement cessées suite au refus de collaborer de l'Ordre après qu'ils aient reçus la contribution financière. Au Togo, des intervenants ont souhaité se joindre au RIJA seulement une fois ce projet terminé. La Chaire en information juridique a donc inclus le Togo dans le cadre de cette étude afin d'appuyer l'Ordre dans ses efforts mais le site web est toujours en attente de financement.

Un peu avant la mi-2009, l'évaluateur principal a livré ses premiers résultats. Ceux-ci révélaient de nombreuses lacunes du projet de recherche. Les informations recueillies et l'analyse de l'évaluateur portaient sur la réussite du RIJA dans chacun des pays plutôt que d'étudier les incidences du libre accès au droit sur la compétence des avocats. Nul doute que l'absence de centre juridique au Sénégal et au Togo a participé à la confusion au niveau des objectifs de cette étude. La méthode originale ne pouvait donc être employée : impossible d'évaluer un an plus tard les incidences de sites web qui n'existaient pas. De plus, même là où les sites web existaient (Burkina Faso et Niger) les mises-à-jour étaient peu fréquentes et les avocats interviewés indiquaient se servir assez peu des sites lors des recherches initiales de l'évaluateur principal. En fait, le phénomène était beaucoup trop jeune pour que l'on puisse en mesurer les résultats aussi simplement.

Ainsi, vers la fin de 2009, l'évaluateur principal et l'équipe de la Chaire en information juridique se sont rencontrés pour discuter des correctifs à apporter. L'évaluateur principal a réaffirmé son inquiétude par rapport à l'absence du RIJA au Sénégal et au Togo et la Chaire a souligné l'importance d'obtenir des données spécifiques à l'utilisation de l'information juridique par les avocats.

Les recherches effectuées à cette étape révélaient que l'environnement de l'information juridique en Afrique de l'Ouest était peu compris. Comment les avocats accédaient l'information juridique; quelles informations avaient-ils le plus de besoin; quelle ressource leur serait la plus utile, etc. Afin de répondre à ces questions et plusieurs autres, l'étude s'est réorientée en fonction de cette réalité, de concert avec des considérations logistiques, pour préparer un « Panorama de l'information et de la recherche juridique en Afrique de l'Ouest ». Cette nouvelle orientation de la recherche n'a pas été entièrement comprise par le chercheur principal. Celui-ci a toujours conservé un attachement aux objectifs qu'il s'était donnés, c'est-à-dire d'évaluer le RIJA en tant que projet de développement international.

Le but du Panorama est de présenter : la structure de la formation juridique dans chacun des quatre pays afin de tenter de comprendre les besoins en information juridique ; les sources d'informations qui y sont disponibles ; le RIJA ; et les pratiques de recherche des avocats. Ainsi, le projet a pu maintenir ses objectifs spécifiques tel que nous le démontrerons plus bas et peut maintenant servir comme base à une étude qui souhaiterait évaluer les incidences du libre accès au droit sur la compétence des avocats, une fois le RIJA, ou tout autre projet de libre accès au droit d'ailleurs, mieux établi.

Le Panorama permet néanmoins d'élaborer des hypothèses sur les incidences du libre accès au droit sur la compétence des avocats telles que suggérées par les avocats rencontrés tout en révélant d'importants constats à considérer pour tout projet d'accès libre au droit dans la région.

RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS DU PANORAMA

Du portrait historique présenté en guide de premier chapitre du Panorama, il en ressort une succession de coups d'État, de régimes militaires et autoritaires, d'élections détournées, de chefs corrompus et l'instabilité générale des régimes même lorsque ceux-ci proclament leur légitimité au nom du contraire. En même temps, et tel que le note ce même chapitre, il en ressort également des mobilisations populaires et revendications démocratiques de masse. Si l'adoption du droit en accès libre l'Afrique de l'Ouest reste modeste, la région est néanmoins un terrain fertile pour la mise en œuvre de service favorisant la transparence et la démocratisation du droit.

Ainsi, le Panorama propose entre autres les conclusions et pistes d'analyses suivantes.

L'état et la qualité des bibliothèques

Dans la grande majorité de nos rencontres avec les avocats des quatre pays, il en est ressorti que l'information juridique continue de circuler en format papier. Les ouvrages imprimés et les bibliothèques maintiennent leur prééminence dans l'esprit des avocats comme étant les endroits où se trouve l'information juridique. Ils critiquent la qualité des collections pour leur absence de mises-à-jour, ils constatent la prédominance du droit français, ils déplorent l'organisation maladroite des documents mais ils indiquent que c'est principalement dans les ouvrages imprimés qu'ils retrouvent l'information juridique cherchée. Les défis qu'éprouvent les bibliothèques

publiques semblent aussi avoir contribué à l'investissement de la part de cabinets dans l'approvisionnement de leurs bibliothèques privées. Plusieurs avocats rencontrés ont souligné la qualité des bibliothèques privées de leurs cabinets.

Multiplication de sources électroniques

La Chaire a d'abord travaillé au Burkina Faso au début des années 2000. À cette époque, il n'existait aucun site internet de diffusion du droit, libre ou non. Aujourd'hui, nous avons pu constater une panoplie de sites s'impliquant dans la libre diffusion du droit. Plus encore, il y a moins de 10 ans il était difficile de trouver un partenaire financier pour le lancement de tels projets. Il faut constater qu'aujourd'hui, les agences de développement international qui s'impliquent dans la libre diffusion du droit sont nombreuses.

Partage d'information entre collègues

Nous l'avons souligné, la profession d'avocat dans les quatre pays étudiés compte peu de membres : un peu plus de six cent avocats au total pour une population d'environ 60 M de personnes. C'est un enjeu propre à l'Afrique de l'Ouest qui mérite d'être revu dans un forum dédié à la question. Mais outre le blocage à l'accession à la profession et les questions d'accès à la justice qui en découlent, ce petit nombre induit une forte collégialité au sein de la profession. Plusieurs avocats rencontrés ont parlé de l'importance du partage entre collègues et de la consultation de collègues comme source fiable d'information juridique. C'est peut-être un des endroits où le droit accessible en ligne a le plus de chance de mobiliser l'intérêt de son public cible. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) facilitent la communication entre collègues, proches et éloignés.

Identifier les acteurs de changements pour changer les processus de manière durable

Nous avons souligné la multiplication des sites dédiés à la libre diffusion du droit. Nous pouvons souligner, du même coup, la multiplication des acteurs intéressés par cette cause. Autant des instances gouvernementales que des départements universitaires, agences de développement et bien sûr les ordres d'avocats s'impliquent aujourd'hui dans la diffusion libre du droit sur internet. Cependant, la gestion du document juridique, de sa création à sa diffusion n'est pas encore faite en fonction de la diffusion libre. L'accès n'est pas encore perçu comme étant la norme. Le changement de personnel est aussi problématique au sein des instances gouvernementales dans la mesure où les engagements passés sont parfois considérés comme des accords personnels des autorités judiciaires de l'époque. Un an plus tard, les engagements doivent être repris avec différents acteurs. C'est là un grand défi pour le libre accès au droit, essentiel à la pérennité des projets : transformer les processus de gestion de l'information pour que la libre diffusion ne dépendent plus de la bonne volonté d'un individu mais qu'elle soit une partie intégrale de la vie d'un document.

Meilleurs moyens de diffusion

Le mouvement de la diffusion libre du droit s'appuie fortement sur la distribution électronique du droit. En format électronique, l'information peut être partagée avec un grand nombre d'utilisateurs, sans que la qualité de document ne soit affectée. Dans un contexte où il y a parfois moins d'un utilisateur internet pour cent personnes, force est de se questionner sur la capacité de ce médium de réellement démocratiser l'accès à l'information juridique. Une recherche spécifiquement axée sur la pénétration de nouvelles technologies auprès d'avocats et juristes ouest africains seraient nécessaire avant de pouvoir formuler une conclusion définitive sur la question.

Modèle de soutenabilité

La Chaire en information juridique s'était appuyée sur les Barreaux comme partenaires de la diffusion libre du droit. L'hypothèse selon laquelle les avocats assureraient la viabilité de ces ressources n'était pas fondée sur une croyance qu'une attitude altruiste ou une mission de promouvoir l'accès au droit étaient présentes au sein des barreaux. L'hypothèse était tout simplement que les avocats assureraient la viabilité des sites d'information juridique car ils en profiteraient directement et qu'ils en avaient besoin. Si au Niger et au Burkina, les mises-à-jour sont peu fréquentes, ces sites ont toutefois continué d'être alimentés après la fin de la collaboration de la Chaire et, au Niger, le site l'est encore aujourd'hui. Il s'agit là d'un résultat qui peut être extrêmement important. En somme, il s'agit sans doute d'une validation de l'hypothèse à la base de RIJA selon laquelle l'information est une partie intégrale de la profession d'avocat – un avocat ne peut exercer sa profession sans un accès constant à l'information juridique. Nul doute que des changements systémiques doivent encore être réalisés, mais il semble que de miser sur ceux qui dépendent le plus d'un accès continu à l'information juridique semble avoir produit le début d'un modèle de viabilité.

OBJECTIFS

Lorsque le projet a été réorienté d'un cadre d'analyse des incidences du libre accès au droit vers un panorama de l'information juridique, un seul objectif de recherche s'est vu principalement affecté, soit le premier (voir le dernier rapport intérim pour de plus amples explications). Les objectifs spécifiques de recherche sont développés ici-bas tour à tour.

1. *Développer un cadre de recherche rigoureux qui pourrait servir et informer d'autres initiatives d'accès libre à l'information dans un contexte similaire à celui de l'Afrique de l'Ouest*

Dès le début du projet, l'évaluateur principal a préparé une ébauche de cadre d'évaluation ainsi qu'une étude de base qui ont été soumis à la Chaire en information juridique et présentés au CRDI. Les informations recueillies étaient incomplètes. Au surplus, plusieurs éléments qui apparaissent dans la description de la situation de référence ne devraient pas y apparaître. Il s'agissait par exemple des souhaits exprimés pour le futur, des suggestions, voire des recommandations émanant des personnes rencontrées dans le cadre des entrevues. Bien qu'elles soient intéressantes, ces informations contribuaient assez peu à l'élaboration du cadre de recherche. Le cadre d'évaluation portait une attention trop forte sur l'évaluation des sites web JuriBurkina et JuriNiger plutôt que de se concentrer sur l'évaluation des incidences de ces sites sur la compétence des avocats.

Un effort considérable a été fait pour recentrer les activités de recherche sur l'objectif cité ci-haut. Cependant, force a été de constater que le temps avançait et les difficultés décrites de concert avec le manque de développement des sites au Sénégal et au Togo ont obligé la modification de cet objectif.

Ainsi, le cadre d'évaluation n'a pas été finalisé et les résultats de l'étude de base ont été à la source de la réorientation de la recherche qui s'intéresse dorénavant à l'écologie de l'information juridique dans les quatre pays étudiés. Les besoins, recommandations et souhaits des avocats rencontrés ont donc pu être intégrés dans le travail. Ainsi, nous estimons que toute recherche souhaitant évaluer les incidences des sites d'accès libre au droit sera dotée d'un important outil de recherche, soit une étude sur les environnements dans lesquels circule le droit.

2. *Vulgariser et mieux communiquer les effets de l'accès libre au droit aux pays qui n'ont pas encore eu la chance de découvrir le mouvement et les avantages de la diffusion libre du droit ;*

Le processus de recherche a participé à la réalisation de cet objectif. Plusieurs des avocats rencontrés, autant dans les pays où le RIJA est présent que ceux où il ne l'est pas, ont témoigné de leur méconnaissance de ce programme. Ainsi, les chercheurs locaux ont pu discuter de l'accès libre au droit dans la région et ailleurs.

De plus, les questionnaires de la deuxième tournée d'entrevues (portant spécifiquement sur la recherche juridique des avocats) incluaient une portion axée sur la recherche électronique et le libre accès au droit en ligne. La présence des évaluateurs dans les multiples cabinets d'avocats a participé à la communication du libre accès au droit auprès des interlocuteurs.

En janvier 2011, la Chaire en information juridique avec des invités experts du Canada, des États-Unis et de l'Afrique du Sud ont participé à la conférence A2K (Access à la connaissance) de l'Université Yale en collaboration avec l'Université de Cape Town. La Chaire a organisé une table ronde sur le sujet de l'accès libre au droit et a diffusé les résultats du Panorama à la salle. Le format « débat » de la table ronde de la Chaire était unique en son genre à la conférence et a stimulé une vive discussion dans la salle. Les discussions ont porté sur l'importance du droit non-écrit en Afrique de l'Ouest, les partenaires possibles de l'accès libre au droit pour assurer la soutenabilité des initiatives, les défis liés à l'infrastructure et même à l'accès à l'information juridique en format papier.

De plus, la Chaire a présenté le Bâtonnier de l'Afrique du Sud à l'équipe de AfricaLII avec espoir de développer les débuts d'un partenariat entre ces acteurs.

3. *Mieux comprendre comment les instituts d'accès libre au droit en Afrique peuvent assurer un meilleur service à leurs membres, aux citoyens et aux justiciables en général ;*

Les avocats n'ont pas hésité à partager avec nous les raisons pour lesquelles ils se servent, ne se servent pas, ou pourrait se servir davantage des sites d'accès libre au droit. La conclusion principale qui en est ressortie est que les usagers d'information juridique rencontrés sont à la recherche d'un seul site qui réponde à tous leurs besoins en information juridique. L'exhaustivité des sites, et la mise à jour de ceux-ci sont des critères majeurs pour les avocats lorsqu'ils choisissent le site internet où ils obtiendront leur

information juridique. Ainsi, plusieurs avocats se servent de Légifrance plutôt que de sites nationaux moins souvent mis-à-jour.

4. *Développer les premiers éléments de réflexion autour de la viabilité des centres d'information juridique afin d'assurer leur fonctionnement sur le long terme ;*

Plusieurs observations ont pu être faites au sujet de la viabilité des centres d'information juridique. Au Burkina Faso, par exemple, il existe une panoplie de sites d'information juridique incomplets résultant d'un financement ponctuel quelconque. Ceci est peut-être une observation qui concerne plus les organismes donateurs afin de stimuler un désir de maintenir des projets en place plutôt que d'en financer des nouveaux qui dépendent tout autant d'un financement court-termiste.

La durabilité des sites d'information juridique aussi semble énormément dépendre de la volonté des acteurs locaux, au moins ce qui est des phases initiales de ces projets, le temps que les processus de publication en ligne de l'information juridique deviennent la norme et ne dépendent plus d'accord personnel entre différents individus. Au Niger, le site a continué à être mis-à-jour, si peu fréquemment soit-il, malgré un coup d'État. Le cabinet d'où était débauché l'éditeur du site a continué de lui payer une partie de son salaire pour qu'il s'occupe de JuriNiger longtemps après que le financement du CRDI soit terminé. Au Sénégal, le contraire s'est produit : malgré la présence de la Chaire en information juridique sur place, le financement du CRDI, et l'encadrement général du projet par une équipe, l'absence de volonté a mené à l'échec du projet.

5. *Développer la capacité de partenaires locaux à la recherche scientifique sous le modèle de l'évaluation ;*

Malgré le séminaire de méthodologie où les objectifs et méthodes de recherche ont été développés par l'équipe de recherche, les premiers résultats du terrain étaient de très faible qualité. Les sources d'information étaient rarement citées, les tableaux de données incomplets, les résultats d'entrevues étaient parfois amalgamés en textes suivis général sans référence aux répondants et les conclusions étaient larges, imprécises et parfois n'étaient pas basées sur autre données que l'expérience personnelle du chercheur sans preuves à l'appui.

Ainsi, lorsque la recherche a été réorientée pour préparer le Panorama, un questionnaire d'entrevue précis, avec des questions principales semi-directives et des questions secondaires plus directives a été préparé par la Chaire et l'évaluateur principal et expliqué à chacun des chercheurs. Les chercheurs devaient d'abord poser les questions principales aux interlocuteurs et suivre avec les questions secondaires seulement si l'interlocuteur ne touchait pas sur la question par lui-même. Des rencontres sur Skype et des communications par email entre la Chaire et les chercheurs ont eu lieu afin de clarifier toutes incertitudes et préciser la manière dont le questionnaire devait être employé. Malheureusement, les rapports d'entrevue étaient encore une fois de qualité discutable. Parfois, les réponses de deux différents interlocuteurs étaient textuellement identiques d'après les rapports ; pas

toutes les questions n'avaient été posées ; des questions secondaires étaient posées plutôt que les questions principales, etc.

La Chaire a donc préparé, pour la prochaine étape, un tableau de données à recueillir par les chercheurs de terrain munie de 5 colonnes : le sous-titre du chapitre où se trouveraient la donnée, l'enjeu principal à étudier, les questions importantes à résoudre, la source où l'information a été trouvée, et les données en soit. Les trois premières colonnes étaient remplies par la Chaire et les chercheurs avaient à remplir les deux dernières (source et données). Cette méthode plus structurée devait assister les chercheurs à mieux identifier les attentes de la Chaire pour mieux y répondre. En gros, la méthode structurée a été plus favorable mais les rapports de recherche du terrain comprenaient encore de nombreuses failles méthodologiques. Ces questions seront développées à la section « recommandations » de ce rapport mais il suffit à ce moment de souligner que si un travail important a été effectué pour répondre à cet objectif, il est possible que ce soit un objectif qui requiert plus de ressources que tout autre de ce projet.

6. *Informar les futurs projets de développement d'instituts d'accès libre au droit en Afrique et dans le monde ;*

Le Panorama final a été distribué aux partenaires locaux qui ont participé à la recherche en plus d'être disponible dans la bibliothèque virtuelle d'accès libre au droit qui sera développé dans le cadre d'un autre projet de la Chaire financé par le CRDI – « Free Access to Law – Is it Here to Stay ? ». De plus, lors de la table ronde de la Chaire à la conférence A2K 2011, les résultats de la recherche ont été partagés avec le Mouvement d'accès à la connaissance. La table ronde a aussi été sujet du blog de Yale Information Society Project : <http://yaleisp.org/2011/01/notes-from-the-access-to-knowledge-global-academy-workshop/> et du blog de la Cornell Legal Information Institute : <http://blog.law.cornell.edu/blog/2011/01/19/bruce-at-access-to-knowledge-global-academy/>

7. *Permettre aux interlocuteurs locaux en Afrique de l'Ouest de participer pleinement aux débats en cours sur l'accès libre au droit.*

L'étude a offert à de nombreux avocats et juristes l'occasion de partager leurs idées et avis sur le libre accès au droit. L'évaluateur principal a travaillé avec le chercheur du Togo dans ces démarches pour la mise en place d'un site d'accès libre au droit au pays. De plus, l'équipe de recherche a permis de regrouper des interlocuteurs de l'Afrique de l'Ouest et du Canada qui œuvre dans le domaine d'accès libre au droit. Enfin, tel que soulevé plus haut, lors de la conférence A2K, une équipe qui cherche présentement à mettre sur pied un réseau d'information juridique panafricain a eu la chance de rencontrer le Bâtonnier de l'Afrique du Sud afin de mobiliser son intérêt, ainsi que plusieurs autres experts du domaine de l'accès libre.

ACTIVITÉS DU PROJET

La mise en place de l'évaluation a nécessité la participation de plusieurs intervenants :

- Chaire en information juridique: coordination, gestion de l'étude et rédaction du rapport final;
- Évaluateur principal : direction scientifique du projet;
- Barreaux du Burkina Faso, du Niger, et du Togo: partenaire et sujet de l'évaluation;
- Chercheurs locaux : un chercheur pour le Burkina et le Niger; un pour le Togo; et un pour le Sénégal.

ACTIVITÉS EN GÉNÉRAL

La Chaire a géré les finances et coordonné les activités de recherche. La grille d'évaluation avait été préparée par l'évaluateur principal. Il en est de même pour l'évaluation de base, réalisé à l'aide de la recherche de terrain effectuée par les chercheurs locaux. À la suite de la réorientation du projet, l'équipe de la Chaire a redéfini les objectifs de recherche et la méthodologie de recherche (conforme avec le dernier rapport intérim). Avec l'évaluateur principal, la Chaire a rédigé le questionnaire pour les avocats et la grille de données pour le Panorama. La Chaire a aussi assuré la formation, la correspondance et les suivis avec l'équipe de recherche. L'évaluateur principal et les chercheurs locaux ont recueilli les données qui manquaient au travail. L'équipe des chercheurs locaux s'est déplacée auprès des facultés de droit, barreaux, bibliothèques et sites d'accès libre au droit dans leurs pays respectifs afin de réaliser la dernière collecte de données pour le Panorama. En bout de cours, afin de s'assurer que les objectifs soient atteints, l'équipe de la Chaire a aussi pris en charge la rédaction et la révision du travail final.

ACTIVITÉS EN ORDRE CHRONOLOGIQUE

Juillet 2007 : Atelier scientifique à Ouagadougou organisé par la Chaire afin de réunir les principaux acteurs dans le domaine de la diffusion libre du droit en Afrique de l'Ouest et lancer une réflexion sur la façon de mesurer les résultats de leurs efforts en la matière.

Mars 2008 : Rencontre de travail à Dakar entre les membres de l'équipe d'évaluation du projet. Ce séminaire consistait d'une part à mettre en relation tous les membres de l'équipe et d'autre part à familiariser tous les participants aux éléments du projet. Cette rencontre a permis de préparer le terrain pour le lancement de l'évaluation. En effet, pour commencer, une formation des évaluateurs à la méthode d'exécution du projet s'imposait, ensuite une discussion autour du cadre logique et du guide des entrevues préalablement préparé par l'évaluateur principal était nécessaire pour bien faire comprendre les objectifs de la recherche. Par la même occasion, le plan de travail des évaluateurs fut présenté et détaillé lors de cette rencontre.

Mars-Décembre 2008 : Recherche de terrain dans chacun des quatre pays en préparation pour l'étude de base.

Décembre 2008 : Soumission de la première version de l'étude de base à la Chaire

Janvier- Août 2009 : Efforts pour la rectification de l'étude de base afin que celle-ci porte sur la recherche des avocats plutôt que sur la réussite ou non du RIJA.

Octobre 2009 : Changement de personnel à la Chaire à la suite du départ de la coordonnatrice de recherche originale.

Octobre-Novembre 2009 : Préparation et administration d'un questionnaire portant spécifiquement sur les habitudes de recherche juridique des avocats. Suivi par Skype et courriel entre la Chaire et l'équipe des chercheurs.

Janvier 2010 : Rencontre entre la Chaire et l'Évaluateur principal à Montréal. Réorientation du projet vers un panorama de la recherche juridique plutôt qu'une évaluation des incidences. Planification du contenu du Panorama. Préparation de la grille de données pour les chercheurs locaux.

Février-Juin 2010 : Identification des interlocuteurs au Burkina Faso, Niger et Togo par les chercheurs de terrain. Identification des interlocuteurs au Sénégal par la Chaire suite au refus de collaboration du Barreau. Recherche de terrain au Burkina Faso, Sénégal et Togo pour l'obtention de données sur l'information et la recherche juridique dans chacun des pays.

Août 2010 : Recherche de terrain au Niger pour l'obtention de données sur l'information et la recherche juridique dans le pays.

Juin-Décembre 2010 : Analyse des données et rédaction du Panorama de l'information et de la recherche juridique en Afrique de l'Ouest.

Septembre-Décembre 2010 : Préparation de la table ronde sur l'accès libre au droit lors de la conférence A2K 2011 de l'Université Yale en partenariat avec l'Université de Cape Town.

Janvier 2011 : Finalisation du Panorama. Participation à la conférence A2K et présentation des résultats de recherche lors de la table ronde sur l'accès libre au droit, organisé par la Chaire en information juridique.

EXTRANTS

Dans le cadre de ce projet de recherche, les extrants suivant ont été réalisés :

Outils de recherche

- un début de cadre d'évaluation du Réseau de l'information juridique Africain
- un guide d'entrevue pour l'évaluation de base
- une grille de données à recueillir structurant l'ensemble du Panorama
- un questionnaire sur les méthodes et les outils d'information juridique tels qu'utilisé par les avocats à administrer en personne
- une version du même questionnaire à administrer par courriel

Résultats de recherche

- une ébauche d'une étude de base de l'évaluation du RIJA
- une table ronde sur le sujet de l'accès libre au droit avec des panelistes experts du Canada, des États-Unis et de l'Afrique du Sud pour laquelle les cinq panelistes ont produit des « thought pieces »
- le *Panorama de l'information et de la recherche juridique en Afrique de l'Ouest*, couvrant les divers formats de l'information juridique, en bibliothèques publics, privées et en ligne; le réseaux d'information juridique africain; et pour chacun des pays la scolarisation de juriste, la profession d'avocat, les outils informationnels utilisés par les avocats rencontrés, leurs habiletés informatique, leurs besoins en information juridique et leurs espoirs pour l'information juridique en ligne.

INCIDENCES

Malgré les difficultés éprouvées par le projet de recherche, d'importantes incidences ont pu être perçues.

Un des facteurs qui a contribué à la modification du but principal de la recherche (passage d'une évaluation des incidences à un Panorama) a été l'absence d'utilisation des sites d'accès libre au droit par les avocats rencontrés. Ces avocats n'étaient tout simplement pas au courant que de tels sites web, contenant spécifiquement de l'information juridique nationale, existaient et étaient disponible gratuitement. Ainsi, au Burkina Faso et au Niger, nous avons pu, par le biais de cette recherche, diffuser de l'information au sujet du RIJA auprès des usagers principaux. Au Togo et au Sénégal, nous avons pu diffuser de l'information sur le mouvement de libre accès au droit en général. Nous pouvons espérer que le partage d'information et la publicisation de ce qui est faisable et possible en distribution d'information juridique gratuitement en ligne contribuera à la mobilisation d'acteurs pour ses fins.

Au niveau du contenu de la recherche elle-même, il n'y a aucun doute que le Panorama est d'une grande richesse au savoir scientifique. Une deuxième raison qui a contribué à la modification du but principal a été l'absence d'information au sujet de l'information juridique disponible dans les quatre pays à l'étude. Très peu de documentation (et souvent aucune) existe sur l'information

juridique produite nationalement (la doctrine, entre autre) ce qui a un impact décisif sur la capacité de n'importe quel organisme de mettre en place une initiative d'accès libre au droit. Le travail de base est maintenant fait pour permettre à un organisme ou un même à un individu de mieux comprendre l'environnement informationnel local et ainsi faire des choix stratégiques en fonction de celui-ci.

Déjà, les données du Panorama servent à alimenter un autre projet de recherche de la Chaire en information juridique, celui qui porte sur la durabilité des initiatives d'accès libre au droit intitulé « *Free Access to Law – Is it Here to Stay?* ». Les chercheurs de l'Afrique de l'Ouest se sont basés sur les résultats du Panorama pour mieux cibler les questionnaires destinés aux gestionnaires des sites d'accès libre au droit. Ainsi, les chercheurs partaient avec une longueur d'avance sachant déjà dans quels environnements les sites opéraient et comment les sites répondaient ou non aux besoins des usagers.

Au niveau des incidences sur l'équipe de recherche, il est difficile de faire des affirmations sur le sujet. L'équipe ne s'est pas rencontrée au complet depuis les changements de personnels au sein de la Chaire et parmi les chercheurs locaux. L'équipe locale a cependant bénéficié d'un contact régulier avec le directeur scientifique et l'équipe de coordination à la Chaire. Il est possible cependant qu'il y ait eu un certain découragement au niveau de l'équipe locale suite à la prolongation du projet. Malgré les grilles de recherche et questionnaires détaillés, ceux-ci n'étaient pas toujours administrés judicieusement. La section des recommandations traitera de ces questions en plus grands détails mais pour ce qui est des incidences sur les capacités de recherche, on peut néanmoins souligner le développement de relations de recherche entre l'équipe située dans trois pays de l'Afrique de l'Ouest et au Canada.

APPRÉCIATION D'ENSEMBLE ET RECOMMANDATIONS

Force est de constater que le projet n'a pas pu se dérouler entièrement tel qu'il avait été conçu. Deux principales observations qui pourraient assister à une meilleure gestion de projets futurs méritent d'être soulignées.

1- Plus de temps et d'argent dévoué à la formation des chercheurs locaux

Les méthodes de travail et normes scientifiques ne sont pas universelles. L'importance et les manières d'identifier un échantillon, de citer ces sources, de vérifier la fiabilité de ces sources, de valider les données d'entrevues, d'analyser les données, et on en passe, sont tous des méthodes sur lesquelles beaucoup plus de temps et d'argent doivent être investis. La faible qualité de la première évaluation de base rappelle l'importance d'établir une méthodologie claire et précise dès le départ, mais de suivre l'évolution de la méthodologie tout au long de l'étude, surtout lors de collaboration internationales. En guise d'exemple, ce qui semblait comme un questionnaire clair pour l'équipe de la recherche a été administré de trois différentes manières dans les pays à l'étude.

Cela dit, il serait aussi pertinent de souligner le rôle que peut jouer l'expertise et l'expérience de l'équipe de recherche. Le libre accès au droit est un sujet pointu avec peu d'experts dans le domaine. L'évaluateur principal, responsable de la direction scientifique, possède une expertise particulière en évaluation de projets de développement. Le projet aurait pu bénéficier d'une plus étroite collaboration entre le directeur scientifique, expert en évaluation, et l'équipe de la Chaire,

experte en libre accès au droit. Reste que le temps de formation a peut-être été sous-évalué ce qui revient au problème soulevé plus haut.

Il a fallu remplacer deux membres de l'équipe de recherche local à mi-chemin dans la réalisation de l'évaluation de base. Aucun temps de formation sur place n'a été prévu pour la personne qui a remplacé ces chercheurs, ni même de temps pour identifier un chercheur remplaçant le plus qualifié. Ainsi, la formation s'est fait à distance par courrier électronique et la chercheure remplaçante malgré un dévouement et un intérêt à la recherche, n'avait peut-être pas le temps nécessaire à consacrer à l'étude. De même, des changements au sein de l'équipe de la Chaire ont eu lieu retardant ainsi le développement des activités. En rétrospective, il aurait été judicieux de prévoir une deuxième rencontre scientifique à mi-chemin dans la réalisation du projet pour évaluer les avancements et s'assurer de l'atteinte de tous les objectifs de recherche.

2- Davantage de recherche préliminaire avant d'effectuer la sélection des pays sujets de l'étude

Là où la première facture au niveau de la compréhension du but du projet de recherche entre la Chaire et l'évaluateur principal a eu lieu est peut-être liée au fait que le RIJA n'était pas en place dans tous les pays à l'étude. La méthode originale devait étudier en un premier temps l'usage du RIJA par les avocats de chaque pays et évaluer un an plus tard les incidences sur leurs méthodes de recherche. Cependant, le RIJA n'était en place ni au Sénégal, ni au Togo. Sur quoi devait donc porter l'évaluation de base? Au Sénégal, l'évaluateur s'est intéressé à l'échec de la mise en place du RIJA, et au Togo, aux efforts de réalisation d'un site d'accès libre. Et en fait, c'est le même genre d'analyses qui ont été fait même là où le RIJA existe, c'est-à-dire au Burkina Faso et au Niger. Mais ces recherches ne pouvaient contribuer à l'évaluation des incidences du libre accès au droit sur la compétence des avocats. Ainsi, la recherche a été réorienter pour ce servir de toutes les données recueillies à ces moments. Cependant, une sélection plus judicieuse des pays, ou sinon une compréhension plus large du libre accès au droit (ne pas s'intéresser qu'au RIJA mais aux incidences de tous les sites d'accès libre au droit dans la région) aurait pu permettre de réaliser une évaluation des incidences du libre accès au droit sur la compétence des avocats.

Cela étant dit, la réorientation de la recherche a produit un travail qui peut-être plus utile, un travail qui aurait été nécessaire pour toute recherche préliminaire d'un projet qui s'intéresse aux incidences du libre accès au droit. Très peu de données existent sur l'information juridique en Afrique de l'Ouest mais le Panorama offre maintenant un vu d'ensemble autant de la profession d'avocat que de ces besoins informationnels. Le Panorama est un outil de référence sur lequel peuvent s'appuyer des recherches ultérieures mais aussi des projets de libre accès au droit. C'est ainsi que tous les objectifs spécifique de l'étude initiale ont pu être atteints alors que le résultat final est clairement différent que celui anticipé. Le monde de l'information juridique au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal et au Togo est maintenant beaucoup mieux compris et le monde du libre accès au droit est mieux munis grâce à cette recherche.